

Les grèves m'ont suivi toute ma vie : La trente-septième lettre d'information(2019).



le 30 juillet 2019, les résidents ont marché jusqu'au poste de police de Woodstock pour demander une explication pour une intervention particulièrement brutale. (Photographie de Barry Christianson, *New Frame*)

Chers amis, chères amies,

Salutations du bureau du **Tricontinental : Institut de recherche sociale.**

Au cours des dernières semaines, des groupes de personnes en colère dans certaines des régions les plus pauvres d'Afrique du Sud ont attaqué des spaza, c'est-à-dire des épiceries, dans leurs propres quartiers. L'ambiance des attentats est tout à fait xénophobe, car les propriétaires ou les employés de ces magasins spazas

sont principalement considérés comme des étrangers. Les travailleurs et les propriétaires viennent d'aussi loin que le Bangladesh et d'aussi près que le Zimbabwe. Il a fallu au président sud-africain Cyril Ramaphosa des semaines pour répondre à la violence. Il n'y a pas d'excuse pour les attaques contre les domiciles et les entreprises de ressortissants étrangers, pas plus qu'il n'y a d'excuse pour la xénophobie ou toute autre forme d'intolérance », a-t-il déclaré le 5 septembre.

Ces attaques xénophobes ne sont pas nouvelles. Mais ce cycle actuel a commencé en 2008 lorsque les ondes de choc de la crise mondiale du crédit ont frappé de plein fouet la fin du continent africain. Un million d'emplois ont été perdus et le taux de chômage est passé au-dessus de 25 % (il est maintenant à 29 %). Il n'y a pas eu de reprise depuis lors, ces attaques xénophobes se manifestant de temps à autre, comme l'année dernière, comme un indicateur du malaise économique et social. Pour obtenir le contexte complet de cette violence, veuillez lire 'Belonging' de Sisonke Msimang de 2014.

Bhayiza Miya du Thembelihle Crisis Committee a **déclaré** à Jan Bornman de *New Frame* que les principaux facteurs en jeu sont le chômage, la pauvreté et la toxicité politique. "Nos frères et sœurs d'autres pays n'en sont pas responsables « , a-t-il dit à propos de ces trois facteurs. Ils vivent avec nous dans notre communauté « . Bhayiza a expliqué que ce ne sont pas les migrants qui ont été élus pour exercer le pouvoir sur les communautés ; c'est plutôt la faute de ceux qui » nous avons élu des gens au pouvoir, ceux qui nous volent aujourd'hui. Donc, quelle que soit la frustration ou la colère que nous voulons exprimer, nous le leur exprimons parce que ce sont eux qui détiennent tout ce que nous voulons ». Les commentaires de Bhayiza vont à l'encontre du raz-de-marée du racisme, une réplique du racisme plus ancien – comme l'**écrivain** Ivan Katsere, étudiant à l'Université du Cap – » qui a été rendu possible par l'incapacité à démanteler la structure qui a été créée pendant l'apartheid « .

La violence xénophobe n'est pas seulement le fait d'autres pauvres, mais aussi de la police. Début août, des descentes policières sévères ont été lancées contre des commerçants de produits contrefaits – dont beaucoup sont des migrants vulnérables – et ont donné le **ton** aux attaques xénophobes. L'assassinat d'un chauffeur de taxi à Pretoria, la capitale de l'Afrique du Sud, a donné lieu à des **accusations** contre des trafiquants de drogue, à nouveau qualifiés d'étrangers.



Les élèves du lycée de Trafalgar – Chantel Phuthela, Mila Somjovu, Ovayo Kotobe, Emihle Nyoka – rejoignent la manifestation du 6 septembre au Cap contre la violence faite aux femmes (photo : Barry Christianson, *New Frame*)

La violence xénophobe s’inscrit dans une chaîne de violence systémique. Toutes les trois heures, une femme est tuée en Afrique du Sud. Récemment, une étudiante de l’Université du Cap, Uyinene Mrwetyana, a été violée et assassinée. Tant les étudiantes aux **travailleuses des mines**, les femmes sont descendues dans la rue pour protester contre la violence dont elles sont victimes. Il n’est pas surprenant qu’au milieu de tout ce barattage, ce soient des femmes comme Celeste Cameron et Nathalie van Rooyen qui forment des groupes pour protéger les boutiques spaza. Nous sommes gatvol – fatigués – a **dit** Cameron. L’idée de « trop c’est trop » résonne contre la violence xénophobe et la violence patriarcale.



Dumile Feni, *Le Guernica africain*, 1967

Dans son dernier discours sur l'état de l'Union, le président Ramaphosa a reconnu que l'Afrique du Sud avait besoin d'une « transformation économique radicale ». Mais il n'y en a pas à l'horizon. Son ministre des Finances, Tito Mboweni, qui a déjà été ministre du Travail, a dérivé dans le monde de l'intégrisme au FMI. Les déclarations de « prudence financière » n'offrent aucun espoir de « transformation radicale ». Il s'agit d'une pratique classique du FMI – des budgets qui protègent les riches de l'impôt et qui coupent les projets d'aide sociale pour les pauvres. Comme **le dit** Michael Nassen Smith de l'Institute for African Alternatives, « nous entrerons dans une boucle cyclique annuelle déprimante : l'économie ralentit, la ceinture budgétaire se resserre, l'économie ralentit encore, et la ceinture se resserre, et ainsi de suite, les pauvres et les personnes vulnérables en assument les coûts ». En d'autres termes, les coûts sont supportés par une partie des personnes

vulnérables qui s'appauvrissent de plus en plus, puis se retournent avec colère contre une autre partie des personnes vulnérables, à savoir les employés des magasins senza.

Le commentaire de Bhayiza Miya au sujet du vol est pertinent ici. Un rapport du Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique (2018)^[1] a **révélé** qu'au moins 50 milliards de dollars quittaient le continent chaque année. Cela comprenait l'établissement erroné des prix commerciaux et l'érosion de la base, la fausse facturation et les transactions hawala. Le panel, présidé par l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki, a déclaré que le montant réel des pertes est « susceptible de dépasser de 50 milliards de dollars un montant significatif ». Une grande partie de cet argent s'échappe d'Afrique du Sud. Tant ce type de fraude que l'extraction quotidienne de la plus-value des travailleurs produisent la dure inégalité dans les townships d'Afrique du Sud. Les doigts ne sont pas pointés dans cette direction. Ils sont mal orientés vers les employés vulnérables des magasins spaza. Ce sont ces magasins qui sont incendiés, tandis que le vol silencieux du capitalisme se poursuit sans opposition.



Dossier Tricontinental no. 20 *Quand tu maltraites les Africains, je te vois : Bref historique du Syndicat des travailleurs de l'industrie et du commerce de l'Afrique du Sud (1919-1931)*>

Il y a cent ans, des travailleurs de toute l'Afrique du Sud se sont réunis pour former le Syndicat des travailleurs de l'industrie et du commerce (STIC). Bientôt, des dizaines de milliers de travailleurs affluèrent à l'USI pour son militantisme et sa stabilité. Les travailleurs ont apprécié l'internationalisme du syndicat, qui s'est étendu au-delà des frontières de l'Afrique du Sud dans les États africains voisins. J. T. Gumede a visité l'URSS et a été pris – comme nous l'écrivons dans notre dernier **dossier** – « avec la tentative soviétique de transcender le nationalisme ethnique ». La motion révolutionnaire de l'USI n'est pas de transformer le conflit dans le pays en guerre raciale. Aujourd'hui, l'homme noir et le pauvre homme blanc sont opprimés », a déclaré Gumede lors d'une réunion de l'USI à Durban. L'argent va aux capitalistes. Travailler ensemble pour l'indépendance

nationale de ce pays ».

Le titre de notre Dossier n°. 20, c'est *Quand tu maltraites les Africains, je te vois : Bref historique du Syndicat des travailleurs de l'industrie et du commerce de l'Afrique du Sud (1919-1931)*. La première partie du titre provient d'une interview donnée par Jason Jingoos, chef de l'USI, en 1927. Il prend les initiales du syndicat – ICU – et lui donne un sens plus complet – si les travailleurs ne sont pas payés, alors je vous vois (ICU) ; si les travailleurs sont maltraités dans les espaces publics, alors je vous vois. La deuxième partie du titre indique l'importance des histoires des travailleurs et de leurs organisations. Ces histoires ont été en grande partie effacées ou stérilisées, complètement oubliées ou traitées comme une partie bénigne du passé. On comprend peu comment les luttes de ces travailleurs ont produit une dynamique historique qui a conduit à la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, et comment ils ont produit des traditions de dignité qui durent encore aujourd'hui. Ce sont ces organisations – comme l'ICU – qui se sont battues avec acharnement pour créer une conscience socialiste contre le piège bon marché du nationalisme ethnique. Il n'y aurait pas de victoire pour le peuple sud-africain contre l'apartheid si ce n'était pour sa lutte acharnée – qui inclut la lutte des minorités ethniques et des États voisins qui ont fourni aux combattants sud-africains des bases et un soutien logistique. Réduire maintenant l'imagination en Afrique du Sud à la xénophobie est une tragédie contre l'histoire.



Le mouvement anti-apartheid de l’Afrique du Sud a été profondément façonné par sa classe ouvrière et ses syndicats. Parmi les centaines de milliers de travailleurs et de syndicalistes se trouve Emma Mashinini, dont l’autobiographie nous donne le titre de ce bulletin. A quatorze ans, Emma est allée travailler dans une usine de confection, où elle est rapidement devenue organisatrice syndicale. Elle était à la tête de la National Union of Clothing Workers et de la South African Commercial, Catering, and Allied Workers. Quand elle s’est rendu compte que son usine de confection fabriquait des uniformes de police « pour le massacre de mon peuple, je me suis sentie horrifiée ». L’organisation syndicale, a-t-elle soutenu, doit être largement politique. Emma s’inscrivait dans la tradition de l’USI, une union politique avec un large horizon de transformation sociale.

<https://vimeo.com/28296604>

En 1981, Emma a été arrêtée et détenue sans inculpation en vertu de la loi sur le terrorisme de 1967. En prison, tout vous préoccupe », a-t-elle dit plus tard. Vous vous suicidez en étant là, loin de la lutte, étouffé.



Milagro Sala parle à Jujuy

La semaine dernière, j'ai **interviewé** Elizabeth Gómez Alcorta, l'avocate de Milagro Sala. Sala, une femme indigène argentine, a été arrêtée en 2013, a passé du temps en prison en détention provisoire et est maintenant assignée à résidence. Elle est à la tête de l'association de quartier de Túpac Amaru et est une figure politique majeure de la gauche argentine. Gómez Alcorta m'a dit que, depuis l'arrestation de Sala, il n'y a eu aucune véritable activité militante de son association. Il ne faut pas sous-estimer le pouvoir paralysant de la répression étatique. C'est ce qui inquiétait Emma et c'est ce que Sala vit. L'attaque contre les indigènes – qu'il s'agisse des Mapuche en Patagonie ou de Sala à Jujuy – a dit Gómez Alcorta, est une « guerre contre ceux qui n'existent pas ».

Gómez Alcorta dit que Sala reste un emblème de lutte pour quatre raisons. Premièrement, elle a été transférée de la détention provisoire dans la prison à son domicile. Deuxièmement, elle reste en vie – ce qui n’est pas anodin si l’on considère les assassinats de tant de militants (de Santiago Maldonado à Rafael Nahuel). Troisièmement, le gouvernement s’en est pris à l’association Túpac Amaru et à ses membres, détruisant huit mille maisons, trois écoles et un centre de santé. Ce niveau de répression n’a pas entamé le sentiment de la communauté de Jujuy que Sala est leur chef. Quatrièmement, l’affaire n’a pas disparu. On peut voir des affiches et des dessins de Sala dans toute l’Argentine. Milagro Libre (*Liberen a Milagro*) disent les signes.

L’histoire de Milagro Sala n’est pas terminée « , dit Gómez Alcorta. Lorsqu’elle sera libérée, Milagro Sala apparaîtra une fois de plus comme le chef de sa région et maintenant – à cause de cette affaire – comme un symbole de la lutte contre l’ancien ordre. Il serait formidable que Milagro Sala – une femme indigène – puisse s’élever de sa prison vers les sommets du monde politique argentin.

Des grèves ont suivi Sala toute sa vie, comme elles ont suivi Emma Mashinini. Ce sont des militants qui comprennent que les divisions sociales favorisent les riches, tandis que l’unité sociale favorise les pauvres. Ces incendies dans les *spazas* sud-africains reflètent les attaques contre les maisons, les écoles et les centres de santé dans la province de Jujuy de Milagro Sala. Les larmes ne suffisent pas à éteindre ces incendies.

Chaleureusement, Vijay.

**Traduit par Alexandre Bovey.*